

CAUT MOTION ADOPTED NOVEMBER 2024

12-E MOVED BY: Association des bibliothécaires, professeures et professeurs de l'Université de Moncton (ABPPUM) SECONDED BY: Association des professeures et professeurs de l'Université de Moncton, campus Edmundston (APPUMCE)	WHEREAS CAUT wholeheartedly supports the academic freedom of university and college academic staff, and WHEREAS CAUT vigorously opposes antisemitism, Islamophobia, anti-Palestinian racism, anti-Black racism, anti-Indigenous racism, and all forms of discrimination, racism, and hatred, and WHEREAS CAUT in 2021 unanimously passed a motion opposing the adoption of IHRAWDA at Canadian universities and colleges, and the definition has been broadly rejected by the academic community given the danger it poses to academic freedom. (CAUT resolution of November 26, 2021; OCUFA declaration of October 28, 2020; FNEEQ resolution of June 4, 2021; FQPPU resolution of March 13, 2023; and some forty union resolutions across the country); WHEREAS the IHRAWDA poses a significant threat to academic freedom at Canadian universities and colleges and has already been used on a number of occasions to censor and impede the academic freedom of teachers and researchers who have developed anti-racist and decolonial perspectives on the policies and practices of the state of Israel, and through many of its examples conflates criticism of the policies of the State of Israel with anti-Semitism; WHEREAS the Canadian government has nonetheless included the IHRA in its antisemitism strategy and as of late October 2024 has made available a "Canadian Handbook on the IHRA Working Definition of Antisemitism";	ATTENDU QUE l'ACPPU soutient fermement la liberté académique du personnel académique des collèges et des universités; et ATTENDU QUE l'ACPPU s'oppose vigoureusement à l'antisémitisme, à l'islamophobie, au racisme anti-palestinien, au racisme envers les Noirs et les Autochtones ainsi qu'à toute forme de discrimination, de racisme et de haine; et ATTENDU QUE l'ACPPU en 2021 a voté unanimement une motion contre l'adoption de la définition opérationnelle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (AIMH) dans les universités et collèges canadiens, et attendu que la définition a été vastement rejetée par la communauté académique, compte tenu du danger qu'elle pose à la liberté académique. (Résolution de l'ACPPU du 26 novembre 2021; déclaration de l'OCUFA du 28 octobre 2020; résolution de la FNEEQ du 4 juin 2021; résolution de la FQPPU du 13 mars 2023; et une quarantaine de résolutions de syndicats à l'échelle du pays); et ATTENDU QUE la définition opérationnelle de l'AIMH constitue une grande menace à la liberté académique dans les universités et les collèges canadiens et qu'elle a déjà été utilisée à bon nombre d'occasions pour censurer et faire obstacle à la liberté académique de professeures et professeurs et des chercheuses et chercheurs qui ont développé des points de vue antiracistes et décoloniaux sur les politiques et les pratiques de l'État d'Israël; et attendu que par l'entremise de nombreux exemples elle confond la critique des politiques de l'État d'Israël avec l'antisémitisme; et ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a néanmoins inclus l'AIMH dans sa stratégie sur l'antisémitisme et a publié à la fin d'octobre 2024 un « Guide canadien sur l'antisémitisme selon la définition opérationnelle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH) »; et
--	--	--

	WHEREAS, in response to the October 2024 handbook civil society organizations and political parties in Canada have recently reiterated their opposition the implementation of the IHRA Working Definition of Antisemitism given its ability to silence legitimate criticism of Israeli state institutions and their actions; WHEREAS the International Court of Justice has ruled that Israel is committing a plausible genocide in Gaza, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967, Francesca Albanese, has released two reports (March, 2024 and October, 2024) indicating that “there were reasonable grounds to believe that Israel had committed acts of genocide in Gaza.”; WHEREAS, over the past year, every university in Gaza has been destroyed by Israeli airstrikes, leaving a devastating impact on students, faculty, and staff members, a process described as ‘scholasticide’;a WHEREAS in the past year, 18 University Faculty Associations in Canada passed motions calling for boycott, divestment and sanctions against the state of Israel given its ongoing military assault on Gaza and now Lebanon, the West Bank and Syria: Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal (SGPPUM) (March 2024); Windsor University Faculty Association (WUFA) (April 2024); Wilfrid Laurier University Faculty Association (WLUFA) (April 2024); Renison Association of Academic Staff (RAAS) (April 2024) ; Emily Carr University Faculty Association (ECUFA) (April 2024); University of Saskatchewan Faculty Association (USFA) (May 2024); Toronto Metropolitan University Faculty Association (TFA) (May 2024); Dalhousie Faculty Association (DFA) (May 2024) ; Athabasca University Faculty Association (AUFA) (May 2024); Ontario College of Art and Design Faculty	ATTENDU QUE, en réponse à la publication du Guide en octobre 2024, des organismes de la société civile ainsi que des partis politiques au Canada ont récemment réitéré leur opposition à la mise en œuvre de la définition opérationnelle de l’antisémitisme par l’AIMH en raison de sa capacité à museler des critiques légitimes d’institutions de l’État d’Israël et de leurs actions; et ATTENDU QUE la Cour internationale de Justice a jugé qu’Israël commet un possible génocide à Gaza, et que la rapporteuse spéciale sur la situation du respect des droits de la personne dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Francesca Albanese, a publié deux rapports (mars 2024 et octobre 2024) indiquant « qu’il y avait des motifs valables de croire qu’Israël a commis des actes de génocide à Gaza »; et ATTENDU QUE, au cours de la dernière année, toutes les universités à Gaza ont été détruites par des bombardements israéliens, causant un impact dévastateur sur la population étudiante ainsi que sur les membres du corps professoral et du personnel académique, un processus décrit comme étant un « éduicide »; et ATTENDU QUE, au cours de la dernière année, 18 associations canadiennes de professeures et professeurs d’université ont voté des résolutions appelant au boycottage, au désinvestissement et à des sanctions envers l’État d’Israël compte tenu de ses opérations militaires en cours sur Gaza et maintenant sur le Liban, la Cisjordanie et la Syrie : Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal (SGPPUM) (mars 2024); Windsor University Faculty Association (WUFA) (avril 2024); Wilfrid Laurier University Faculty Association (WLUFA) (avril 2024); Renison Association of Academic Staff (RAAS) (avril 2024); Emily Carr University Faculty Association (ECUFA) (avril 2024); University of Saskatchewan Faculty Association (USFA) (mai 2024); Toronto Metropolitan University Faculty Association (TFA) (mai 2024); Dalhousie Faculty Association (DFA) (mai 2024); Athabasca University Faculty Association (AUFA) (mai 2024); Ontario College of Art and Design Faculty Association (mai 2024); Saint Mary's University Faculty Association (mai 2024);
--	--	--

	Association (May 2024); Saint Mary's University Faculty Association (May 2024); McMaster University Faculty Association (MUFA) (June 2024); Simon Fraser University Faculty Association (SFUFA) (June 2024); Trent University Faculty Association (TUFA) (June 2024); Memorial University Faculty Association (MUFA) (September 2024); Carleton University Academic Staff Association (CUASA) (October 2024); York University Faculty Association (YUFA) (November 2024). BE IT RESOLVED: THAT CAUT opposes the adoption of or reliance on the IHRA Working Definition of Antisemitism and the Canadian Handbook on the IHRA Working Definition of Antisemitism as a basis for defining what constitutes antisemitism or for otherwise suppressing speech deemed as controversial, troubling, or offensive in Canadian universities. THAT CAUT fully stands behind the 18 Faculty associations that have passed motions calling for boycott and/or divestment and/or sanctions of the State of Israel, because unions and associations possess the right to govern themselves democratically and hold political and even partisan positions.	McMaster University Faculty Association (MUFA) (juin 2024); Simon Fraser University Faculty Association (SFUFA) (juin 2024); Trent University Faculty Association (TUFA) (juin 2024); Memorial University Faculty Association (MUFA) (septembre 2024); Carleton University Academic Staff Association (CUASA) (octobre 2024); York University Faculty Association (YUFA) (novembre 2024). IL EST RÉSOLU : QUE l'ACPPU s'oppose à l'adoption ou à l'utilisation de la définition opérationnelle de l'AIMH sur l'antisémitisme ainsi que du Guide canadien sur l'antisémitisme selon la définition opérationnelle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (AIMH) comme base pour définir ce qui constitue de l'antisémitisme ou pour supprimer les discours jugés controversés, troublants ou offensants dans les universités canadiennes. IL EST RÉSOLU : QUE l'ACPPU se range pleinement derrière les 18 associations de professeures et professeurs qui ont voté en faveur de résolutions appelant au boycottage et/ou au désinvestissement et/ou à des sanctions envers l'État d'Israël, parce que les associations et les syndicats possèdent le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement, et de tenir des positions politiques et même partisans.
--	---	---